



DIRECTION DES AFFAIRES **DIRECTION DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DU PATRIMOINE –**
DEPARTEMENT GENIE CLIMATIQUE ET PLOMBERIE

TRAVAUX COUVERTURES ET CHENEAUX

ACCORD-CADRE 25M042

Cahier des Clauses Techniques Particulières
C.C.T.P.

SOMMAIRE

1	– PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES	4
1.1	Présentation de l'accord-cadre	4
1.2	Réglementation	4
1.3	Intervenants	5
1.3.1	Maîtrise d'ouvrage	5
1.3.2	Maîtrise d'œuvre	5
1.3.3	Coordination SPS	5
1.3.4	Représentants du titulaire	5
1.3.5	Autres intervenants	5
1.4	Lieux d'exécution du marché	5
1.5	Conditions générales d'exécution du marché	6
1.5.1	Généralités	6
1.5.2	Fonctionnement de l'Assemblée nationale	6
1.5.3	Obligation d'information	7
2	– MOYENS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	8
2.1	Moyens de sécurité existants	8
2.2	Moyens mis à disposition du titulaire	8
2.3	Moyens mis en œuvre par le titulaire	8
2.3.1	Matériels et matériaux	8
2.3.2	Stock de pièces	8
3	– OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
3.1	Encadrement et personnel	9
3.1.1	Encadrement	9
3.1.2	Qualification et comportement du personnel	9
3.1.3	Organisation des équipes – Gestion du personnel	9
3.2	Stockage des bouteilles de gaz	9
4	– PRESTATIONS PRÉPARATOIRES	10
5	PLANIFICATION DES PRESTATIONS ET GESTION DES DEMANDES D'INTERVENTION	11
5.1	Planification des prestations	11
5.2	Interventions ponctuelles	12
5.2.1	Demandes d'intervention	12
5.2.2	Délais et durée des interventions	12
Les délais d'intervention sont comptabilisés à partir du moment où le titulaire reçoit la demande. Les durées d'intervention sont comptabilisées à partir de l'heure d'arrivée du technicien sur les lieux.		12
6	– PRESCRIPTIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
6.1	Type de travaux à réaliser	13
6.2	Conditions d'exécution	13
6.2.1	Préparation de l'ordre de service valant bon de commande	13
6.2.2	Délais d'intervention et d'exécution	14
6.2.3	Travaux en urgence	14
6.2.4	Travaux sous traités	14
6.2.5	Conditions d'études et d'exécution	14
6.2.6	Documents à remettre par l'entreprise en cas de travaux	15

6.2.6.1	Avant le démarrage des travaux	15
6.2.6.2	Pendant les travaux	15
6.2.6.3	Après les travaux	15
6.2.7	Qualité et origines des matériaux et/ou matériels	15
6.2.7.1	Fournitures et travaux traditionnels	16
6.2.7.2	Fournitures et procédés nouveaux et non traditionnels	16
7	– DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX VERRIÈRES	17
7.1	Échafaudages, filets et protections intérieures	17
7.2	Mise en place d'un balisage	17
7.3	Protections spécifiques à l'intérieur des locaux	17
7.4	Protections diverses	17
8	– DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A DES PRESTATIONS DE MAINTENANCES PONCTUELLES	18
8.1	Balayage et nettoyage des toitures, chéneaux et gouttières	18
8.2	Émoussage et nettoyage des terrasses de tout type	18
8.3	Nettoyage et dégorgement des pieds de chutes, fosses des boucliers, des boîtes à eaux, des regards, des caniveaux et des siphons	19
8.4	Maintenance des lignes de vie en toiture et des anneaux d'ancrage	19
9	– LISTE DES PIÈCES TECHNIQUES ANNEXÉES	20
10	– MODÈLES DE RAPPORTS ET DEVIS	21

* * *

*

1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

1.1 Présentation de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet l'exécution de **travaux relatifs aux couvertures** et à l'ensemble de leurs **éléments constitutifs**, comprenant notamment :

- les **verrières, fenêtres de toit et lanterneaux** ;
- les **systèmes de recueil et d'évacuation des eaux pluviales**, situés en toiture, en façade ou au sol, sur plans horizontaux ou verticaux ;
- les **boîtes à eaux** (en toiture et au sol), ainsi que les **fosses, boucliers, caniveaux, avaloirs et regards** (y compris leurs **siphons**).

La description détaillée des prestations attendues figure dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** de l'accord-cadre.

1.2 Réglementation

Le titulaire doit respecter les prescriptions réglementaires en vigueur, notamment celles contenues dans le code du travail et qui concernent:

- les principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2 du code du travail ;
- les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 à R. 4511-11 du code du travail) ;
- la réglementation relative au PPSPS à établir pour les chantiers soumis à la coordination SPS (articles R. 4532-56 à R. 4532-76 du code du travail) ;
- les travaux réalisés dans le secteur du bâtiment en général et sur les couvertures en particulier (articles R. 4534-1 à R. 4534-145 du code du travail) ;
- les équipements de travail (articles R. 4322-1 à R. 4323-106 du code du travail) ;
- la réglementation relative aux agents CMR, y compris le plomb (articles R. 4412-59 à R. 4412-160 du code du travail).

Un plan de prévention sera établi entre l'Assemblée nationale et le titulaire à l'issue de son inspection commune réalisée avec le représentant du maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS de la DAIP. Ce document devra être complété notamment avec les méthodologies de travail, bâtiment par bâtiment, qui restent à la charge du titulaire.

Conformément aux principes généraux de prévention, des mesures de protection collective doivent être privilégiées par le titulaire. A cet effet, l'utilisation de nacelle ou plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP) doit être priorisée. Les travaux réalisés à l'aide de harnais de sécurité et de techniques d'accès et de positionnement au moyen de cordes, étant à éviter (voir article R. 4323-64 du code du travail).

1.3 Intervenants

1.3.1 Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est le Collège des Questeurs de l'Assemblée nationale.

Le représentant du maître de l'ouvrage est la Direction des Affaires immobilières et du patrimoine (DAIP).

1.3.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la DAIP. Pour l'exécution du présent marché, l'interlocuteur privilégié du titulaire est le chef du département de génie climatique et/ou son ou ses représentant(s).

Il est à noter que, dans le cadre de travaux de grande ampleur, l'interlocuteur principal du titulaire sera l'architecte de l'Assemblée nationale et/ou son ou ses représentant(s).

1.3.3 Coordination SPS

La coordination pour la sécurité et la protection de la santé (SPS) est assurée par le coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale.

1.3.4 Représentants du titulaire

L'entreprise titulaire doit désigner en son sein un interlocuteur de référence ayant la qualité de chargé d'affaires et qui assurera le suivi de l'accord-cadre et des marchés conclus sur son fondement.

1.3.5 Autres intervenants

L'attention du titulaire est attirée sur la présence, à l'Assemblée nationale :

- d'une permanence assurée par l' « homme de semaine » qui gère les interventions d'urgence en-dehors des heures et des jours ouvrés ;
- d'un poste central de contrôle et de télésurveillance appelé « salle opérationnelle » ;
- d'un détachement de la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) assurant la gestion des permis-feu ;
- d'autres entreprises titulaires de marchés pluriannuels.

1.4 Lieux d'exécution du marché

Les prestations sont exécutées sur l'ensemble des sites de l'Assemblée nationale (tous localisés à Paris, 75007) :

- Palais Bourbon (126 et 128, rue de l'Université) ;
- Ensemble immobilier du 3, rue Aristide Briand (y compris le bâtiment sis 110, rue de l'Université) ;
- Ensemble immobilier du 233, boulevard Saint-Germain (y compris le bâtiment sis 235, boulevard Saint-Germain) ;
- Ensemble immobilier « Jacques Chaban-Delmas » (101 et 103 rue, rue de l'Université – y compris le bâtiment sis 32, rue Saint-Dominique) ;
- Immeuble du 95, rue de l'Université ;
- Ensemble Immobilier Olympe de Gouges regroupant l'Immeuble du 33, rue Saint Dominique (Las Cases) et l'immeuble du 35 rue Saint Dominique ;
- 15 Quai Anatole France à partir de Juillet 2027 (Cette date est susceptible d'évoluer).

-

1.5 Conditions générales d'exécution du marché

1.5.1 Généralités

Le titulaire se reporte au cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de la DAIP à l'Assemblée nationale, remis avec les documents de la consultation dans sa dernière version (CCG-AN), notamment en ce qui concerne les points suivants :

- L'accueil et les conditions d'accès du personnel de l'entreprise titulaire ;
- La sécurité et la protection de la santé (gestion des permis-feu, etc.) ;
- Les modalités de transmission des documents relatifs au marché ;
- Les conditions de réalisation des chantiers (horaires de livraison, protection contre les nuisances, réunions de chantier, palissades, stockages, évacuations des gravats, branchements divers, protections, nettoyages, etc.) ;
- L'établissement des états des lieux ;
- L'origine et la qualité des matériaux et/ou matériels ;
- La réception des ouvrages.

Par ailleurs, le titulaire est notamment chargé :

- De la fourniture et l'installation des matériels demandés ;
- De tous les déplacements ;
- De l'organisation des autocontrôles, des essais et de la participation aux opérations de réception ;
- D'assurer le suivi régulier des demandes d'interventions ;
- D'assurer la remise des rapports ;
- De participer aux réunions à laquelle il est convoqué par la DAIP ;
- De coordonner ses interventions avec celles des titulaires des autres marchés pluriannuels en cas de travaux tous corps d'État.

Enfin, le titulaire doit prendre à sa charge, pour l'exécution du marché, la mise en œuvre des prestations et moyens suivants :

- Le coltinage, l'évacuation et le traitement réglementaire des gravats et autres déchets ;
- Les protections par bâche ou plaques de bois des zones d'intervention ;
- Le balisage des zones de travaux ;
- Le nettoyage des zones après intervention ;
- Les moyens de manutention et d'élévation nécessaires, notamment les nacelles, les échafaudages, les échelles d'accès ;
- L'outillage normal et l'outillage spécifique à la réalisation des prestations du marché.

Les œuvres ouvrées sont les heures d'interventions comprises entre 08h00 et 18h00 du lundi au vendredi. Au-delà de cette tranche horaires, toute intervention est considérée comme exécuté en heures non ouvrées.

1.5.2 Fonctionnement de l'Assemblée nationale

Le titulaire de l'accord-cadre à l'obligation d'adapter ses interventions sur demande de l'Assemblée nationale aux contraintes du calendrier des travaux parlementaires.

L'intervention du titulaire, pour quelque motif que ce soit (défaillance technique, retards dans les travaux, carence, etc.), ne doit pas entraver le fonctionnement de l'Assemblée nationale, y compris durant le week-end, les jours fériés et la nuit.

Le titulaire doit s'assurer de disposer à tout moment du personnel nécessaire pour s'adapter à toute modification du calendrier des travaux parlementaires ou à toute nouvelle contrainte.

À titre non exhaustif, les principales contraintes qui peuvent être rencontrées sont les suivantes :

- Activité parlementaire

L'Assemblée nationale siège non seulement pendant les jours et heures ouvrables mais également lors de séances de nuit et, le cas échéant, le samedi et le dimanche.

- Activités ponctuelles

Certaines manifestations (expositions, réceptions, colloques, Journées du patrimoine, etc.) pourront nécessiter l'installation d'équipements complémentaires (bâches, protections, etc.) à titre provisoire.

- Intersessions et congés parlementaires

Les périodes de suspension des travaux parlementaires sont mises à profit pour réaliser des opérations de travaux ou des prestations de maintenances corrective dans des zones sensibles dont l'accès est difficile voire impossible en période d'activité parlementaire.

Les périodes de suspension des travaux parlementaires ont généralement lieu chaque année aux périodes suivantes :

- entre le 15 juillet et le 15 septembre,
- pendant une durée de deux ou trois semaines, pendant les vacances de fin d'année,
- durant une semaine, pendant les vacances d'hiver,
- pendant une durée d'une ou deux semaines au cours des vacances de printemps ou pendant une durée de trois mois les années d'élections législatives

Nota : l'Assemblée nationale peut toujours être convoquée en session extraordinaire. Les périodes de suspension et leur durée sont susceptibles de modifications.

Il est à la charge du titulaire de prévoir du personnel en nombre suffisant afin d'assurer la réalisation des prestations demandées durant les périodes de suspension des travaux parlementaires, si besoin en est.

1.5.3 Obligation d'information

Avant toute intervention, le titulaire fournit au chef du département de génie climatique tous les renseignements nécessaires à l'établissement d'une note d'information à destination des usagers des services concernés.

2 – MOYENS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

2.1 Moyens de sécurité existants

La plupart des toitures des bâtiments de l'Assemblée nationale dispose de moyens de sécurité composés essentiellement de rails ou de câbles. Ces dispositifs **ne permettent pas de créer des postes de travail en suspension**.

Les balustres présentes le long des chéneaux ne peuvent pas être considérées comme des moyens de sécurité collective car elles ne possèdent pas la hauteur adéquate et sont, pour certaines, fragilisées.

2.2 Moyens mis à disposition du titulaire

L'Assemblée nationale met un bureau à disposition du titulaire, dans les sous-sols du Palais-Bourbon.

Le bureau contient un poste de travail muni de prises téléphoniques et d'un ordinateur équipé de logiciels de bureautique.

L'équipement des locaux mis à disposition du titulaire (fax, téléphone, mobilier supplémentaire, etc.) est à la charge du titulaire, de même que le nettoyage et l'entretien de ces locaux. Il est rappelé qu'il est interdit de fumer dans les locaux mis à disposition.

Au terme de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à :

- évacuer le matériel et les équipements qui lui appartiennent ;
- restituer les locaux mis à disposition dans un état comparable à celui décrit dans l'état des lieux dressé en début de contrat ;
- restituer les équipements et matériels mis à sa disposition par l'Assemblée nationale, ainsi que l'ensemble des fichiers informatiques utilisés, actualisés des dernières données intégrées jusqu'au terme de l'exécution du contrat.

2.3 Moyens mis en œuvre par le titulaire

2.3.1 Matériels et matériaux

Le titulaire prévoit l'ensemble du matériel et des matériaux nécessaires à ses travaux et aux interventions correctives, notamment, l'outillage, les matériaux (plomb, zinc, chevron, volige, etc.), les nacelles, les échafaudages, les protections, les sacs à gravats, les véhicules, les chariots et autres moyens de levage et de transport.

L'attention du titulaire est attirée sur les faibles surfaces de stockages disponibles au sein de l'Assemblée nationale.

Le titulaire est informé de l'impossibilité de disposer d'une place de parking permanente au sein de l'Assemblée nationale. Les conditions générales d'accès des véhicules sont décrites dans le CCG-AN.

2.3.2 Stock de pièces

Le titulaire doit disposer et utiliser son propre stock de pièces courantes pour les interventions correctives.

3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 Encadrement et personnel

3.1.1 Encadrement

Le personnel affecté à l'exécution des prestations doit être encadré par le représentant du titulaire ayant au moins la qualité de conducteur de travaux et, le cas échéant en cas de travaux importants, d'un chef de chantier.

3.1.2 Qualification et comportement du personnel

L'ensemble du personnel intervenant en hauteur et/ou sur les toitures des sites de l'Assemblée nationale doit disposer d'une qualification professionnelle en couverture (chaque équipe devra comprendre au moins un intervenant ayant le brevet professionnel de couvreur) et au minimum du certificat d'aptitude de travaux en hauteur avec port du harnais.

Les certificats, attestations et diplômes sont remis au chef du département de génie climatique de l'Assemblée nationale lors de la demande d'autorisation d'accès pour chaque intervenant ; ce dernier se réserve la possibilité de refuser la présence d'un intervenant pour qualification et/ou compétence insuffisantes.

Outre les certificats mentionnés ci-dessus, le titulaire doit fournir les documents suivants, pour chacun de ses personnels et de ses sous-traitants :

- Autorisation de l'employeur pour les travaux en hauteur ;
- Autorisation de l'employeur pour la conduite des PEMP ;
- Certificat de qualification professionnelle (travaux sur cordes ; alpiniste sur bâtiment) ;
- Attestation de vérification périodique des équipements de protection individuelle ;
- Attestation de formation au risque amiante ;
- Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité pour les PEMP ou nacelles ;
- Attestation de formation « sauveteur-secouriste au travail ».

L'ensemble de ces certifications, habilitations, autorisations, attestations, etc. doit être repris pour chacun des personnels sous un fichier Excel avec les dénominations exactes et les dates d'obtention et de fin. Ce fichier doit être communiqué à l'issue des 7 premiers jours.

Le titulaire veille au caractère irréprochable du comportement et de la tenue de chacun de ses personnels amenés à travailler sur les sites de l'Assemblée nationale.

3.1.3 Organisation des équipes – Gestion du personnel

Le titulaire doit assurer un contact permanent avec ses équipes sur site. Pour cela chaque membre de son personnel sera équipé d'un téléphone portable.

Pour chacune des interventions en toiture, le titulaire s'assurera que les règles de sécurité sont respectées.

Le titulaire doit impérativement prévoir le remplacement de son personnel durant les périodes de congés, de formation et de maladie. Il s'assure notamment de la formation aux tâches spécifiques du site de tous les éventuels remplaçants.

En cas de recours à des sous-traitants, le titulaire doit impérativement faire agréer ses sous-traitants avant toute intervention sur le site et prévoir l'encadrement de ces intervenants par un personnel encadrant connaissant le site.

3.2 Stockage des bouteilles de gaz

En cas d'utilisation de bouteilles de propane, le titulaire a l'obligation de les stocker dans le local gaz prévu à cet effet situé au rez-de-chaussée de la Cour d'honneur, et de prévoir le chaînage de ces équipements afin d'éviter toute

chute ou emprunt de bouteille. Les bouteilles de gaz doivent être stockées dans les conditions imposées et autorisées par les pompiers de l'Assemblée nationale (Détachement de la BSPP).

À aucun moment, les bouteilles de gaz ne peuvent être laissées sans surveillance à l'extérieur de ce local où elles devront être remises quotidiennement. Les bouteilles de gaz seront de petit format.

Les prix unitaires figurant dans les bordereaux de prix unitaires annexés à l'acte d'engagement sont réputés tenir compte de ces obligations.

4 – PRESTATIONS PRÉPARATOIRES

Dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la notification, le titulaire

- communique l'organigramme du personnel susceptible d'intervenir sur le site avec la liste des habilitations, attestations, etc. pour chacun d'entre eux et les demandes d'accès aux bâtiments de l'Assemblée nationale.
- effectue la visite des sites avec son représentant, le coordonnateur SPS et le représentant du département de génie climatique.

A l'issue de cette visite, le titulaire dispose de **4 semaines calendaires** pour remettre les documents suivants :

- Les Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés ;
- La fiche d'inspection commune et le plan de prévention établis par le titulaire, le coordonnateur SPS et le représentant du département de génie climatique (les méthodologies préventives décrites ci-dessus devront être annexées au plan de prévention) ;
- Établir l'état des lieux des locaux mis à disposition avec le représentant du département de génie climatique ;
- Remettre la liste des numéros de téléphone de l'astreinte et des personnels amenés à travailler sur les sites de l'Assemblée nationale ;
- Remettre sa procédure d'escalade en astreinte en cas de non réponse du technicien référent
- Faire valider le modèle de rapport d'intervention ;
- Prendre connaissance des lieux en participant aux visites éventuelles organisées par le département de génie climatique ;

L'ensemble de ces prestations préparatoires est compris dans le bordereau des prix unitaires (BPU) figurant en annexe 2 de l'acte d'engagement.

5 PLANIFICATION DES PRESTATIONS ET GESTION DES DEMANDES D'INTERVENTION

5.1 Planification des prestations

Pour chaque travaux , le titulaire fournit un planning précis, et précise le personnel affecté et ses qualifications et habilitations.

Les contraintes de fonctionnement de l'Assemblée nationale, décrites dans le présent CCTP et le CCG-AN, peuvent conduire le titulaire à devoir modifier le planning prévisionnel de ses interventions. Les modifications proposées sont validées par le chef du département de génie climatique ou son représentant.

S'il est constaté, au cours des opérations, des désordres nécessitant des interventions limitées et de faible ampleur, le titulaire doit entreprendre ces actions sans délai à compter de leur validation par le représentant du chef du département de génie climatique ou son représentant.

Si le titulaire constate la nécessité d'effectuer des travaux correctifs d'ampleur, il en avise immédiatement le représentant du chef du département de génie climatique, l'indique dans son rapport et formule une proposition d'intervention pour les ouvrages concernés.

À l'issue de chaque intervention ponctuelle, le titulaire établit un rapport écrit et photographique (les photographies horodatées doivent être prises avant et après l'intervention), qu'il adresse au représentant du chef du département de génie climatique sous deux semaines et sous format informatique (chaque photo sera horodatée et avec une légende).

Pour information, les prestations nécessitant des nacelles positionnées dans les rues ou dans les bâtiments sont réalisées de préférence le weekend.

Pour les interventions dans les rues à l'aide de nacelles ou d'autres engins, le titulaire a en charge toutes les démarches y compris la fourniture et la réalisation des documents nécessaires, pour obtenir les autorisations adéquates auprès des services de la ville de PARIS, de la Préfecture et de la police.

5.2 Interventions ponctuelles

5.2.1 Demandes d'intervention

Les demandes d'intervention sont émises par la DAIP, le département de génie climatique et les intendants, par téléphone ou par mail.

Chaque appel ou signalement effectué auprès du titulaire donne lieu à :

- l'identification du demandeur ;
- le type et le lieu d'intervention ;
- et le niveau de criticité d'intervention ;

Toutes les interventions assurées par le titulaire doivent être enregistrées et identifiées dans un compte rendu écrit et photographique (les photographies doivent être horodatées et prises avant et après l'intervention).

5.2.2 Délais et durée des interventions

Les délais d'intervention sont comptabilisés à partir du moment où le titulaire reçoit la demande. Les durées d'intervention sont comptabilisées à partir de l'heure d'arrivée du technicien sur les lieux.

- Interventions non urgentes, en période d'heures et jours ouvrables

Délai d'intervention **maximum** : 3 jours ouvrables à compter de la réception de l'appel par le titulaire.

- Interventions urgentes, en période d'heures et jours ouvrables

Délai d'intervention **maximum** : 4 heures à compter de la réception de l'appel par le titulaire.

Le titulaire devra se présenter à la salle opérationnelle afin de signer le bordereau de présence, au début et à la fin de chaque intervention.

Au-delà d'une heure d'intervention, le titulaire doit immédiatement rendre compte au chef du département génie climatique ou son représentant, du délai prévisionnel de réparation.

- Interventions hors périodes de jours et heures ouvrables (astreinte)

En cas d'incident en dehors des jours et heures ouvrables, le titulaire peut être amené à intervenir sur simple appel téléphonique du chef du département génie climatique ou de son représentant, ou de l'homme de semaine ou de la salle opérationnelle. Pour cela le titulaire fournira un numéro d'urgence disponible 24h/24 et 365j/365.

Délai d'intervention **maximum** : 4 heures à compter de la réception de l'appel par le titulaire. Le titulaire devra systématiquement se présenter à la salle opérationnelle afin de signer le bordereau de présence, au début et à la fin de chaque intervention.

Au-delà d'une heure d'intervention, le titulaire doit immédiatement rendre compte à l'homme de semaine et à la salle opérationnelle du délai prévisionnel de réparation.

La facturation de ce type d'intervention se fera conformément à la ligne précisée du BPU, et devra être complétée du rapport.

6 – PRESCRIPTIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 Type de travaux à réaliser

Les prestations à exécuter relèvent principalement de travaux de maintenance corrective, comprenant notamment:

- de la Maintenance palliative :
Il s'agit des interventions de dépannage visant à rétablir provisoirement le bon fonctionnement des ouvrages concernés.
Le personnel intervenant devra être qualifié et disposer de l'outillage et du matériel adaptés pour effectuer les dépannages courants.
- et de la Maintenance curative :
Elle consiste en des opérations destinées à remettre en état complet et durable un ouvrage, à la suite ou non d'une intervention palliative.

Le titulaire devra établir, pour chaque intervention, un rapport écrit et photographique comportant :

- des photographies avant et après travaux, horodatées,
- une présentation ouvrage par ouvrage (chêneau, verrière, fenêtre de toit, caniveau, regard, descente d'eau pluviale, boîte à eau, etc.).

Ce rapport sera transmis au représentant du département de génie climatique dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrés suivant l'intervention, au format informatique.

Dans le cadre du présent marché, le titulaire pourra également être sollicité pour la réalisation de travaux neufs, notamment dans le cadre d'opérations de rénovation ou d'amélioration des installations existantes.

Ces interventions seront rémunérées conformément aux prix unitaires figurant au bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement (annexe 2).

6.2 Conditions d'exécution

6.2.1 Préparation de l'ordre de service valant bon de commande

Préalablement à l'établissement de l'ordre de service valant bon de commande, l'Assemblée nationale convoque le titulaire sur les lieux où se dérouleront les travaux afin de relever et/ou vérifier les cotes et les quantités à mettre en œuvre.

Le titulaire dispose ensuite d'un délai maximal de deux jours ouvrables pour remettre à la DAIP un devis récapitulant les quantités et leur appliquant les prix figurant au bordereau de prix unitaires. Ce devis est accompagné de photo horodatées explicitant les travaux à accomplir. Le titulaire joint les fiches techniques des matériels et matériaux. Il joint également un planning succinct d'exécution et détaille les prestations sous-traitées qui doivent obligatoirement être déclarées.

Les interventions correctives effectuées le samedi ou le dimanche et nécessitant des nacelles seront payées avec les prix du BPU sans surcoût de main d'œuvre car ce surcoût est compris dans le prix des nacelles.

L'Assemblée nationale délivre ensuite un ordre de service valant bon de commande, au vu du document établi par le titulaire.

6.2.2 Délais d'intervention et d'exécution

L'ordre de service valant bon de commande émis par l'Assemblée nationale précise le délai de réalisation des travaux et peut, le cas échéant, comporter un calendrier détaillé d'exécution (études d'exécution, délais d'approvisionnement, intervention sur le site pour travaux en rapport avec d'éventuels autres corps d'état, réception, évacuation, etc.).

Le titulaire dispose alors d'un délai d'un jour ouvrable, à compter de la réception de l'ordre de service, pour émettre une réclamation relative à sa capacité à respecter ledit délai ; à défaut, il est réputé l'accepter.

Les délais mentionnés dans les ordres de service émis par l'Assemblée sont réputés intégrer les contraintes de fonctionnement de l'institution (calendrier parlementaire, amenant à concentrer les travaux sur certaines périodes ou à limiter leur visibilité extérieure) et le souci de minimiser la gêne aux occupants (notamment en cas de manifestation officielle).

6.2.3 Travaux en urgence

Lorsque l'ordre de service émis par l'Assemblée nationale indique que les travaux demandés constituent une intervention en urgence, le titulaire s'engage à mettre immédiatement en œuvre l'ensemble des moyens dont il dispose dans les meilleurs délais.

En tout état de cause, le délai d'intervention sur site pour la réalisation des travaux demandés devra être **inférieur à 2 jours ouvrables à compter de la réception de l'appel ou du courriel**.

En cas d'incident grave mettant en cause le fonctionnement de l'Assemblée nationale ou l'intégrité des bâtiments justifiant la réalisation de travaux immédiats, le titulaire devra répondre à une demande d'intervention dans les conditions définies à l'article 5.2 du présent CCTP.

6.2.4 Travaux sous traités

Dans le cas où le titulaire se verrait confier des travaux qui ne sont pas inscrits dans le BPU ou bien lorsque qu'une prestation n'est pas directement rattachée à son cœur de métier et qu'il doit avoir recours à de la sous-traitance, il devra :

- Dans le cas de fourniture de pièces ou matériaux non précisés dans le BPU :
 - o Fournir la facture proforma du fournisseur ou sous-traitant
- Dans le cas de la sous-traitance de travaux non compris au titre du BPU :
 - o Fournir la facture proforma original du sous-traitant

Le titulaire du marché sera entièrement responsable de la bonne réalisation de la prestation et devra respecter les délais contractuels qui lui sont imposés dans le paragraphe 5.2.2.

6.2.5 Conditions d'études et d'exécution

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et seront conformes à tous les textes législatifs et réglementaires, en vigueur à la date de la remise des offres, et notamment :

- le code du travail ;
 - le code de la construction et de l'habitation ;
 - la sécurité dans les établissements recevant du public (ERP) ;
 - les règlements sanitaires ;
 - le code de l'environnement ;
 - les réglementations relatives aux nuisances sonores ;
 - les réglementations relatives aux installations classées ;
 - les réglementations relatives à la maîtrise des dépenses d'énergie ;
 - les normes, DTU, règlements, préconisations divers.
- Études et plans d'exécution

Le bureau d'études du titulaire sera chargé de réaliser les études d'exécution et les dossiers des ouvrages exécutés (DOE), à la demande du département de génie climatique.

La mission d'études d'exécution consiste à réaliser les documents utiles et notamment les notes de calculs, les plans et coupes, les schémas, les photos et les détails nécessaires pour tous les travaux envisagés. À cet effet, le titulaire effectuera si besoin des relevés sur site.

Les documents d'études seront diffusés sur support papier en deux exemplaires accompagnés des supports informatiques qui ont permis de les réaliser.

Le département de génie climatique se réserve la possibilité, en cas d'insuffisance ou de non-conformité aux besoins exprimés, de demander au titulaire de produire de nouveaux documents d'études.

Chaque étude doit être validée par le département de génie climatique et l'architecte avant réalisation des travaux.

Il est rappelé au titulaire que les plans doivent être réalisés selon la charte graphique de l'Assemblée nationale.

- Dossier des ouvrages exécutés

À la demande de la DAIP, le DOE reprendra l'ensemble des documents et plans d'exécution, recollés en fonction de l'exécution réelle sur site, et sera complété le cas échéant.

Le DOE sera remis en deux exemplaires sous format papier et sera complété par l'ensemble des fichiers informatiques établis selon la charte graphique de la DAIP et fournit dans une clé USB.

- Essais, vérifications et contrôles

Un contrôle permanent est effectué par le personnel d'encadrement du titulaire, qui s'assure de la bonne réalisation des travaux.

Un contrôle régulier est effectué en présence du chef du département de génie climatique ou de son représentant. Les éventuelles malfaçons constatées sont reprises, **sous 48 heures au maximum**, par le titulaire et à ses frais.

6.2.6 Documents à remettre par l'entreprise en cas de travaux

Le coût de l'ensemble des prestations décrites ci-après est réputé inclus dans les prix unitaires indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU).

6.2.6.1 Avant le démarrage des travaux

Outre les documents définis à l'article 5.1, le titulaire devra :

- avec un personnel compétent, effectuer la visite préalable avec le coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale et le représentant du chef du département de génie climatique ;
- communiquer son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) en y incorporant la méthodologie spécifique si des mesures particulières de sécurité sont à prévoir et le soumettre au coordonnateur SPS de l'Assemblée nationale pour avis et remarques ;
- en fonction des besoins, le département de génie climatique pourra demander au titulaire des études d'exécution et la remise d'un DOE.

6.2.6.2 Pendant les travaux

Le titulaire devra compléter son étude ou reprendre son dossier si nécessaire en fonction de l'évolution de la réalisation du projet.

6.2.6.3 Après les travaux

Le titulaire devra remettre les fiches techniques du matériel et des matériaux installés. Si des études d'exécution ont été commandées, le titulaire doit alors remettre un DOE.

6.2.7 Qualité et origines des matériaux et/ou matériels

En complément des dispositions indiquées dans le CCG-AN, le titulaire doit respecter les prescriptions qui suivent.

6.2.7.1 Fournitures et travaux traditionnels

Les fournitures doivent être neuves. Elles doivent être revêtues de la marque de qualité NF et/ou CE et se conformer aux normes ISO et USE ou équivalents.

L'exécution des travaux traditionnels, faisant appel à des techniques éprouvées, est soumise aux dispositions du répertoire des ouvrages et ensembles fabriqués (R.E.E.F.) applicables au marché.

6.2.7.2 Fournitures et procédés nouveaux et non traditionnels

Avant leur mise en œuvre, et en temps utile, le titulaire est tenu de :

- remettre l'Avis Technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B) ou équivalent pour la fourniture ou le procédé considéré ;
- prévoir les dispositions d'exécution préconisées dans l'avis technique précité ;
- justifier d'un avenant à sa police d'assurances, couvrant les risques supplémentaires inhérents à l'emploi de la fourniture ou du procédé non traditionnel.

L'emploi d'une fourniture ou d'un procédé de construction non traditionnel est subordonné à une autorisation écrite, délivrée par le maître de l'ouvrage ou, le cas échéant, par la maîtrise d'œuvre avec l'accord du maître de l'ouvrage, ce dernier pouvant la refuser sans avoir à en justifier. Cette autorisation devra être demandée par le titulaire en temps voulu sous forme d'un dossier justificatif afin de ne pas retarder les travaux par le délai d'examen ou en cas de refus final.

7 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AUX VERRIÈRES

L'Assemblée nationale attire l'attention du titulaire sur la présence de nombreuses verrières qui ne sont pas résistantes aux chocs de 1200 joules, sur les toitures des différents bâtiments.

La topologie de ces différents éléments verriers est reprise sur les plans fournis par l'Assemblée nationale lors de la visite obligatoire du site par les candidats.

Un grand nombre de verrières sont situées sur les toitures du Palais-Bourbon et plus particulièrement sur l'Hémicycle et les toitures environnantes. De formes et de dimensions variées ces verrières sont souvent de tailles très importantes. Cependant, elles sont toutes réalisées selon la même technique et matériaux. Elles sont constituées de verres armés mis en œuvre sur des fers à T dont les profils serreurs sont recouverts de plomb. Cela permet une longévité plus importante et nécessite moins d'entretien que des profils étanchés à joints mastics.

Quant aux autres ouvrages verriers en toitures, ceux-ci sont constitués soit de fenêtres de toit de type « Velux » soit de lanterneaux.

Les prescriptions suivantes sont communes à toutes les typologies de verrières.

7.1 Échafaudages, filets et protections intérieures

Les échafaudages seront réalisés conformément aux normes et règlements en vigueur, notamment aux normes NF.EN.12810 de Septembre 2004 et 12.811 d'août 2004.

Le titulaire prend à sa charge tous les échafaudages, filet antichute et de sécurité (grande maille et petite maille) et les protections nécessaires pour la mise en œuvre de ses prestations et pour la protection des ouvrages à l'intérieur et à l'extérieur des locaux.

7.2 Mise en place d'un balisage

Le titulaire devra fournir et poser un balisage de la zone en sous-face, par le biais d'une signalétique et des clôtures amovibles – le cas échéant, de tout autre dispositif nécessaire – afin d'éviter la circulation de toute personne en-dessous de la verrière pendant l'intervention du couvreur en toiture.

Le balisage doit impérativement être mis en place depuis l'accès aux locaux, le long du cheminement et jusqu'à la zone de travaux.

7.3 Protections spécifiques à l'intérieur des locaux

Pour l'amenée de matériaux et matériels à l'intérieur des locaux sur tout le cheminement ainsi qu'au droit de la zone de travail, le titulaire prend en charge la fourniture et la pose d'une protection pendant la durée du chantier, sur les sols, sur les planchers et au droit des verrières par des bâches en polyane épais et des panneaux isorels d'épaisseur adaptée, y compris toutes manutentions et toutes coupes et découpes.

7.4 Protections diverses

En complément des protections communes décrites ci-dessus, le titulaire devra prévoir les protections ponctuelles nécessaires à ses interventions, et notamment lors du montage et démontage des installations de chantier à l'intérieur des locaux (échafaudages, sapines, clôtures, etc...).

Le titulaire devra prévoir également toutes les protections pour les lustres, tableaux, ouvrages divers, etc.

8 – DISPOSITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A DES PRESTATIONS DE MAINTENANCES PONCTUELLES

Les prestations de maintenance préventive annuelles sont effectuées pour l'ensemble des bâtiments, par le personnel de l'assemblée nationale.

Des **interventions supplémentaires** pour certains bâtiments en raison d'événements météorologiques ou pour d'autres motifs peuvent être commandées par le chef de département de génie climatique ou son représentant et rémunérées **dans le cadre du bordereau de prix unitaires figurant à l'annexe 3 de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.**

Compte tenu de la complexité des toitures et de l'éloignement des rails ou câbles des chéneaux, toutes les interventions prévues sur les toitures et/ou en hauteur, de maintenance préventive et/ou corrective sont considérées dépourvues de moyen collectif ou individuel de sécurité.

En fonction des caractéristiques architecturales de chaque bâtiment, le titulaire doit prévoir, pour l'ensemble de ses interventions, ses propres moyens de sécurité en privilégiant des moyens de sécurité collective telles que les nacelles ou les échafaudages.

Dans la mesure du possible ces prestations de maintenance préventive sont réalisées durant les heures ouvrables. Toutefois, les prestations nécessitant des nacelles positionnées dans les rues ou dans les cours et jardins peuvent devoir être réalisées le dimanche. En cas de panne des nacelles, le dépannage devra être effectué sous 3h au maximum.

Pour les interventions dans les rues ou dans les bâtiments à l'aide de nacelles ou d'autres engins, le titulaire a en charge toutes les démarches y compris la fourniture et la réalisation des documents nécessaires, pour obtenir les autorisations adéquates auprès des services de la ville de PARIS, de la Préfecture et de la police. Egalement, le titulaire prévoira tous les dispositifs de sécurité nécessaire y compris le balisage et le personnel pour dévier la circulation routière et piétonne.

Pour les interventions dans la cour d'Honneur à l'aide d'engin roulant tel que les nacelles, pour éviter que la gomme des roues laisse des traces sur le sol, le titulaire prévoira d'équiper les roues de « chaussettes ».

Le coût engendré par ces moyens y compris celui du dépannage sous 3 heures des nacelles est incorporé dans le prix forfaitaire.

8.1 Balayage et nettoyage des toitures, chéneaux et gouttières

Toutes les naissances des chéneaux et des gouttières, et toutes les cuvettes, boîtes à eau sous ou sur corniche seront inspectées puis dégorgées et nettoyées.

Lorsque cela s'impose, les toitures sont également balayées (pour exemple : toitures de l'accueil du Public, du Pavillon des gardiens, de la buvette des parlementaires, du salon Delacroix)

8.2 Émoussage et nettoyage des terrasses de tout type

Cette prestation comprend notamment le ratissage des gravillons, l'enlèvement des déchets (papier, plastique, caillou, etc.) et pousses végétales y compris les racines (mousse, herbe, etc.), le nettoyage des entrées d'eau et la pulvérisation d'un produit anti-mousse à base de produits naturels respectant la réglementation et dont la faible toxicité pour les organismes vivants est avérée. Il est rappelé que le titulaire devra fournir avant toute utilisation la fiche de données de sécurité des produits utilisés.

Pour ce qui concerne les terrasses végétalisées, seul l'enlèvement des déchets (papier, plastique, caillou, etc.) et l'entretien du pourtour des parties végétalisées restent à la charge du titulaire.

La prestation inclut également, sur les terrasses, la dépose et la repose des dalles amovibles ainsi que l'émoussage et le nettoyage en-dessous des équipements et réseaux qui sont le plus souvent installés à proximité immédiate du sol (tuyaux, centrales de traitement d'air, réseaux aérauliques, chemins de câbles, etc.).

8.3 Nettoyage et dégorgement des pieds de chutes, fosses des boucliers, des boîtes à eaux, des regards, des caniveaux et des siphons

L'ensemble des ouvrages situés au sol et collectant des eaux pluviales (regards, fosses, boîtes à eau, avaloirs, pieds de chute, plénums d'entrée ou rejet d'air, rails de grille de protection des entrées y compris les réceptacles situés en sous face (cas du rail du 233BSG), caniveaux y compris ceux dans les rampes d'accès ou aux pieds et/ou sommets des escaliers donnant dans les sous-sols, etc.), fait l'objet d'un curage et/ou nettoyage, y compris les entrées d'eau et les siphons.

Le titulaire prendra toutes les précautions nécessaires au démontage et à la repose des grilles de caillebotis, en particulier dans la cour d'Honneur et la cour de l'Emmarchement du Palais-Bourbon et dans l'ensemble immobilier Jacques Chaban-Delmas. Il est rappelé qu'avant toute intervention de ce type, il est important de mettre en place des protections collectives et une signalisation des travaux.

Il est également précisé que le curage et le nettoyage des entrées d'eau situés dans les fosses de la Cour d'Honneur du Palais-Bourbon imposent de déposer puis de reposer des grilles lourdes et des éléments de serrurerie amovibles sur lesquels un ventilateur peut être installé

8.4 Maintenance des lignes de vie en toiture et des anneaux d'ancrage

La maintenance des lignes de vie et des anneaux d'ancrage, décrite ci-après, ne se substitue pas aux contrôles réglementaires.

L'ensemble des lignes de vie de sécurité est fixé sur les toitures, des murs ou des poutres en bois, à l'aide de platine ou d'amarrages. Ces amarrages et platines sont vérifiés visuellement et manuellement, notamment :

- l'aspect extérieur,
- les fixations du rail ou des câbles (joints, couple de serrage des écrous, etc.),
- les fixations des platines et des amarrages sur les toitures, les murs et les poutres (joints, couple de serrage des écrous, etc.).

En outre, le titulaire vérifie visuellement et manuellement :

- l'ensemble de la longueur des lignes de vie et leurs pièces spécifiques (éléments mobiles, dérivation, butées, etc.),
- l'ensemble des anneaux d'ancrage

À l'issue de la vérification de chaque ligne de vie ou anneau d'ancrage, le titulaire dispose de 1 semaine calendaire pour remettre un rapport écrit et photographique (photos horodatées).

Si ces vérifications montrent la nécessité d'effectuer des travaux de remise à niveau, le titulaire dispose de 2 semaines calendaires pour remettre un devis de travaux y compris les vérifications et rapports réglementaires (vérification initiale) nécessaires pour une utilisation normale à l'issue des travaux.

À l'issue de chaque maintenance et des travaux correctifs éventuels, le titulaire complètera le dossier réglementaire des lignes de vie et des points d'ancrage.

9 – LISTE DES PIÈCES TECHNIQUES ANNEXÉES

IMPORTANT : pour des raisons de sécurité et de confidentialité, les plans listés ci-dessous au format pdf seront remis aux entreprises le jour de la visite.

2590-49-24-CLI0001-AA A3 Plan de masse

Détail des accès et des sécurités en toiture (22 fichiers)

2590-49-40-CLI0001-AA A3

2590-49-40-CLI0002-AA A3

2590-49-40-CLI0003-AA A3

2590-49-40-CLI0004-AA A3

2590-49-40-CLI0005-AA A3

2590-49-40-CLI0006-AA A3

2590-49-40-CLI0007-AA A3

2590-49-40-CLI0008-AA A3

2590-49-40-CLI0009-AA A3

2590-49-40-CLI0010-AA A3

2590-49-40-CLI0011-AA A3

2590-49-40-CLI0012-AA A3

2590-49-40-CLI0013-AA A3

2590-49-40-CLI0014-AA A3

2590-49-40-CLI0020-AA A3

2590-49-40-CLI0021-AA A3

2590-49-40-CLI0022-AA A3

2590-49-40-CLI0023-AA A3

2590-49-40-CLI0024-AA A3

2590-49-40-CLI0025-AA A3

2590-49-40-CLI0026-AA A3

2590-49-40-CLI0102-AA A0H

Tampons et regards (5 fichiers)

2590-49-40-CLI0066-AA A0H

2590-49-40-CLI0103-AA A3H

2590-49-40-CLI0261-AA A3H
2590-49-40-CLI0600-AA A3H
2590-49-40-CLI0900-AA A3H

Verrières (8 fichiers)

2590-49-24-CLI0066-AA A0H
2590-49-24-CLI0109-AA A3H
2590-49-24-CLI0207-AA A3H
2590-49-24-CLI0257-AA A3H
2590-49-24-CLI0310-AA A3H
2590-49-24-CLI0509-AA A3H
2590-49-24-CLI0606-AA A3V
2590-49-24-CLI0905-AA A3H

Listing lignes de vies et points d'ancrages

2021_AN34_Annexe_Listing des lignes de vie et pts ancrages

10 – MODÈLES DE RAPPORTS ET DEVIS

Voir les annexes 1, 2 et 3 jointes sous format PDF dans le DCE.